

« L'angoisse du chômage risque de servir d'épouvantail pour reconduire le monde d'hier »

Audrey Garric

L'économiste Gaël Giraud appelle à lancer une réindustrialisation verte et une relocalisation de l'économie française, en la finançant par l'annulation partielle des dettes publiques européennes.

Directeur de recherche au CNRS, professeur à l'Ecole nationale des ponts et chaussées et prêtre jésuite, l'économiste Gaël Giraud appelle à lancer une réindustrialisation verte et une relocalisation de l'économie française après la crise du Covid-19. Cet ancien chef économiste de l'Agence française de développement estime que cette relance verte pourrait être financée par l'annulation partielle des dettes publiques européennes.

Une relance verte est-elle la solution pour sortir de la crise tant sanitaire qu'économique et climatique ?

Cela me paraît une évidence. Cette pandémie est la réponse des écosystèmes naturels aux ravages que nous leur infligeons. Si l'on ne profite pas du déconfinement pour tourner la page de la société thermo-industrielle et de la destruction de la biodiversité, pour renégocier totalement notre rapport à la nature, je ne sais pas ce qu'il nous faudra comme alerte pour y parvenir.

En quoi consisterait la construction du « monde de demain » à vos yeux ? Quelles seraient les urgences à la sortie du confinement ?

Actuellement, 50 % des services et de l'industrie sont à l'arrêt et 85 % du BTP. Il faut les remettre en marche le plus vite possible. Mais pas n'importe comment. Il faut mettre en place une réindustrialisation verte et une relocalisation de l'économie française. Ce que montrent la pandémie et les confinements sur la planète, c'est que nos industries sont extrêmement dépendantes de chaînes de valeur internationales très fragiles, à flux tendus, qui ne sont pas résilientes à la défaillance du moindre chaînon.

Comment s'y prend-on pour relocaliser ?

Paradoxalement, je pense qu'il ne faut pas commencer tout de suite par l'industrie, car c'est le plus complexe. La relance pourrait débiter par l'accélération de la rénovation des bâtiments publics et privés, qui est un extraordinaire bassin d'emplois non délocalisables. Cela coûterait 30-40 milliards d'euros par an pour le bâti public, qui pourraient être financés par les banques françaises en faisant usage de la garantie publique – l'Etat vient de concéder 300 milliards d'euros de garanties. On peut lancer ce chantier dans deux ou trois régions car nous n'avons pas assez d'ouvriers qualifiés pour l'ensemble du territoire. Le secteur du BTP pourrait créer des filières d'apprentissage avec l'aide de l'Etat et, dans trois ans, nous aurons les bataillons d'ouvriers qualifiés nécessaires pour étendre ce chantier à l'ensemble de notre territoire.

Il faut également profiter du choc actuel pour donner un signal clair : désormais, on ne construit que des voitures électriques en France. Nos constructeurs savent déjà le faire et les normes européennes nous y obligent. On pourrait aussi passer à l'hydrogène pour les autres modes de transport (bus, camions, trains). La filière française, notamment Air Liquide, les grands acteurs de l'énergie, et les constructeurs, ont besoin de bons outils financiers pour accélérer. Ces questions de mobilité verte doivent aussi être accompagnées d'un réaménagement du territoire pour optimiser la consommation d'énergie. Il faut mettre fin à la métropolisation et développer des petites villes très denses avec beaucoup de transports urbains et

entourées de polyagriculture. Des circuits courts transporteraiient les produits agricoles par le train depuis les terroirs locaux jusqu'aux commerces à proximité de la gare. Cela suppose aussi de réhabiliter une partie du réseau ferroviaire. Tout cela est connu depuis dix ans au moins, mais demande du courage politique.

Ensuite, il faudra mener une réindustrialisation verte, c'est-à-dire rapatrier une partie des chaînes de production que l'on a délocalisées depuis trente ans. D'autant que le contexte macro-économique mondial qui avait favorisé ces délocalisations a disparu : les salaires chinois ont grimpé... On peut commencer par les secteurs industriels très mécanisés. Cela consiste à produire des machines plus sobres en énergie, plus faciles à recycler, et à utiliser une énergie décarbonée. C'est plus difficile pour d'autres secteurs, comme le textile, le cuir, la chaussure qui demandent de la main-d'œuvre qualifiée, plus chère chez nous qu'au Bangladesh ou en Tunisie.

Comment réagissez-vous au vote par l'Assemblée nationale et le Sénat, dans le projet de loi de finances rectificative, de 20 milliards d'euros pour recapitaliser des entreprises stratégiques en difficulté sans réelle contrepartie environnementale ?

C'est un très mauvais signal. Les entreprises ont besoin de manière urgente de liquidités. Mais, si on ne les conditionne pas à des contreparties environnementales, et au fait qu'elles servent l'intérêt général, on court le risque de commettre les mêmes erreurs qu'après la crise de 2008. A ce moment-là, le gouvernement, sous Nicolas Sarkozy, avait recapitalisé la plupart des grandes banques françaises qui étaient au bord de la faillite, à hauteur de 10 milliards d'euros, sans aucune condition sur l'usage qu'elles feraient de cet argent public. Elles ont repris le business as usual. Certaines ont simplement fait semblant de s'être converties à la finance verte en émettant des « obligations vertes » qui n'ont rien de particulièrement écologique.

Il y a un risque énorme que, pris par l'obsession du rebond économique, nous remettions en selle des projets qu'il faut abandonner à cause du réchauffement climatique. La Chine, par exemple, est en train d'augmenter ses projets de centrales à charbon. Passer outre les contraintes environnementales serait une erreur tragique. On risque de s'enfermer dans un faux dilemme opposant la création d'emplois et l'environnement.

Le maintien des emplois à court terme est-il compatible avec la relance verte ?

L'angoisse du chômage risque de servir d'épouvantail pour reconduire le monde d'hier. On relancerait des emplois très vite en apparence, mais en réalité nous resterions enfermés dans des impasses industrielles qui ne créeront pas d'emplois à terme. La tendance de long terme du monde thermo-industriel est de détruire des emplois puisque l'on y substitue le pétrole à l'énergie humaine. Au contraire, la reconstruction écologique crée énormément d'emplois nouveaux, dans les bâtiments, les transports, l'agriculture, l'industrie. Mais elle a un « défaut » : elle nécessite d'apprendre de nouveaux métiers que beaucoup d'entre nous ne connaissons pas encore. Cela suppose un Etat stratège qui planifie la transition industrielle, un Etat qui finance les formations et les reconversions professionnelles et un Etat employeur en dernier ressort – par exemple, en créant des établissements publics industriels et commerciaux à but non lucratif.

Comment financer cette relance verte ?

Il faut consentir à une forte hausse de la dette publique. Le ratio dette publique sur PIB, de 98 % aujourd'hui, va au moins passer à 115 % à la fin de l'année. L'austérité budgétaire serait une énorme erreur : elle ne permettra pas de diminuer ce ratio. En revanche elle achèvera de détruire l'économie.

La plus intéressante des solutions réside, à ce jour, dans l'annulation partielle des dettes publiques européennes détenues par la Banque centrale européenne (BCE). Francfort détient environ 2 000 milliards d'euros de dette souveraine rachetée depuis 2015. Nous pouvons décider d'annuler cette dette que nous nous devons à nous-mêmes. Pour la France, cela dégagerait 400 milliards d'euros que l'on pourrait dépenser tout de suite. Pour la BCE, cela signifierait la perte de ses fonds propres (80 milliards d'euros). Mais une banque centrale peut vivre avec des fonds propres négatifs, comme l'a rappelé récemment la banque des règlements internationaux. C'est la confiance dans l'euro qui assure la crédibilité de la BCE, et non l'inverse. Reconstruire l'Europe est le meilleur moyen de conserver cette confiance. Et les traités européens ne nous obligent pas à recapitaliser la BCE. Cette remise de dettes permettrait de donner une bouffée d'oxygène budgétaire à tous les pays.